

# 49-3 : l'aveu d'échec du gouvernement

## La mobilisation continue



Après 8 journées de mobilisation massive, certains députés ont hésité à voter aveuglément le projet de loi de réforme des retraites. Le gouvernement a donc choisi de passer en force en faisant usage du 49-3.

Ce déni de démocratie va de pair avec le mépris d'Emmanuel Macron et de son gouvernement pour les classes moyennes et populaires. Dans un contexte d'inflation et de perte de pouvoir d'achat, cette réforme est une nouvelle attaque contre les salariés, à commencer par les plus précaires et les plus exploités, ceux aux métiers les plus pénibles, à l'espérance de vie la plus courte. Elle n'est ni juste, ni nécessaire, ni pérenne, ni prioritaire.

Si certaines actions (motions de censure, saisine du conseil constitutionnel, référendum d'initiative partagée...) sont dans les mains des politiques, **nous devons poursuivre les**

**mobilisations.** Les motions de censure vont au-delà de la réforme des retraites. Censurer le gouvernement, c'est l'obliger à démissionner, voire à dissoudre l'Assemblée et à refaire des élections législatives. **Même si les motions de censure étaient rejetées** par les députés, cela ne serait pas un vote pour la réforme des retraites. **Cette réforme resterait illégitime.**

## Réforme des retraites : c'est toujours NON !

Depuis vendredi, plusieurs secteurs de l'économie (transports, raffineries, énergie...) amplifient les grèves débutées il y a plusieurs semaines. D'autres secteurs (aéronautique, éducation...) sont également mobilisés. Nous devons les soutenir. Des manifestations s'organisent partout en France.

Les syndicats **CGT** et **SUD** vous appellent à participer aux rassemblements qui s'organisent près de chez vous. Nous vous appelons, notamment, à vous joindre aux manifestations organisées sur Saint Quentin-en-Yvelines et Versailles, et bien sûr aux manifestations du jeudi 23 mars.

### Participons massivement aux manifestations du 20 au 23 mars

À Élancourt Clé Saint Pierre le 21 mars à 11h avec Airbus, Thales et CRMA (2 av. Gay Lussac)

À la gare de Saint-Quentin le 23 mars à 10h, pour rejoindre ensuite les bureaux du MEDEF

A Paris le 23 mars : départ à 14h (parcours pas encore défini)

**Départ en car à 13h à la gare routière du TCR** (en face du 7B Ruche).

Aller Technocentre/Paris et retour en fin de journée au TCR.

Libre participation aux frais.

Flashez ce QR code pour réserver votre place →



# Augmenter les salaires, pas l'âge de la retraite

Face à l'opposition de toute la population, le gouvernement a choisi de passer en force. Dans un premier temps il a cherché à museler le débat des parlementaires. Jeudi 16 mars, il a fait usage pour la 10<sup>ème</sup> fois en 10 mois de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution française. Le gouvernement a un soutien de poids : le patronat des grands groupes français (qui n'est pas sommé de faire des efforts contrairement au reste de la population), représenté par le MEDEF et sa branche Métallurgie (UIMM) dont la direction de Renault fait partie. **Alors que notre direction fait tout pour que l'on quitte l'entreprise, va-t-elle conserver les séniors à leurs postes ?** Nous n'en sommes pas convaincus.

## D'autres solutions existent

Les arguments du gouvernement pour cette réforme est la recherche d'un équilibre budgétaire pour 2030. Alors que que les crises sanitaires et géopolitiques ne permettent pas de se projeter au-delà de un an, comment peut-on prévoir un équilibre budgétaire en 2030 ?

D'autres moyens pour retrouver un équilibre budgétaire existent :

- **Augmenter les salaires pour une meilleure répartition, entre salaire et capital de la valeur ajoutée créée.** La part des salaires a baissé de 8,7 points depuis 1982. Une augmentation de 5% des salaires représente 10 milliards de cotisations retraites.
- Rémunérer les femmes au même salaire que les hommes.
- **Revoir les exonérations de cotisations d'entreprises** qui n'apportent rien à l'emploi ou maintiennent les salaires au plus bas niveau. Elles représentent 18,4 milliards pour les retraites dont **2,5 milliards d'euros non compensés par le budget de l'état.**
- **Créer des emplois en France.** Arrêtons la délocalisation de pans entiers de notre ingénierie, condamnant nos jeunes à la précarité. Arrêtons de mettre les travailleurs de par le monde en concurrence.
- **Taxer les dividendes versés comme les revenus du travail.** En 2021, 50 milliards de dividendes taxés comme les salaires à 28% rapporteraient 14 milliards d'euros.

### Le mirage de la retraite par capitalisation

Le basculement vers la retraite par capitalisation, ils en rêvent tous. Mais sommes-nous en mesure d'épargner les sommes nécessaires ?

Si l'on veut disposer à sa retraite de 1000 euros par mois pendant 30 ans, il faut économiser 506 euros par mois pendant 35 ans ou 1727 euros par mois pendant 15 ans. Faites vos calculs...

**Parmi toutes ces pistes, il devrait être possible de trouver 13 milliards d'euros en 2030...**

## Cette semaine, on continue...

La nouvelle donne politique ne doit pas nous faire renoncer à nos mobilisations. C'est bien une grève massive et générale qui pourrait faire reculer le gouvernement, en plus des autres actions. Cela dépend de chacun de nous de faire le pas et de rejoindre ceux qui sont déjà mobilisés.

Il faut donc continuer notre mobilisation afin de mettre en échec ce projet de réforme injustifié et brutal. Nous devons soutenir ceux qui sont en grève reconductible depuis plusieurs semaines.

Unis et déterminés, nous pourrons non seulement stopper cette attaque, mais aussi repartir à l'offensive sur le reste : l'inflation, les salaires, les conditions de travail et toutes les menaces que le capitalisme fait planer sur nos têtes.

Si cette réforme des retraites passait au contraire, le gouvernement se sentirait encouragé à présenter d'autres projets de loi contre le monde du travail ou nos services publics.

# ...jusqu'au recul du gouvernement !